

Table des matières

<i>Remerciements</i>	9
<i>Liste des abréviations utilisées</i>	11
<i>Préface de Jacques-Olivier BOUDON</i>	13
<i>Introduction</i>	17
 <i>Chapitre I</i>	
Cadre chronologique	29
La reprise tumultueuse des relations	29
<i>Une détente favorisée par la Première Guerre mondiale</i>	29
<i>Multiplication des difficultés liées à l'absence de relations diplomatiques</i>	34
<i>Le Bloc national et les négociations officielles pour rétablir les relations</i>	38
Des dossiers délicats débloqués par la reprise des relations	43
<i>L'accord sur les associations culturelles diocésaines</i>	45
<i>La nomination d'un évêque français au Maroc</i>	47
<i>Questions rhénanes : la nomination de M^{gr} Rémond</i>	55
Les tribulations des relations au gré des gouvernements	56
<i>Poincaré et Herriot : la dégradation des relations jusqu'en 1925</i>	56
<i>Le choix de la pacification après 1925</i>	62
 <i>Chapitre II</i>	
La négociation d'un statut juridique pour l'Église outre-mer	71
Le maquis des statuts juridiques de l'Église outre-mer	71
<i>La séparation dans les colonies pourvues d'anciens diocèses concordataires (Algérie, Guadeloupe, Martinique et Réunion)</i>	73
<i>La séparation sans objet dans les colonies sans diocèses</i>	74
<i>L'exception tunisienne : un diocèse de type « concordataire » à la recherche de la personnalité civile</i>	77
La négociation du régime des missions dans les ex-colonies allemandes	79
<i>Les enjeux ecclésiastiques de la conquête des colonies allemandes (1914-1918)</i>	79

<i>La Conférence de la paix et les biens de mission :</i>	
<i>la mission Cerretti à Paris (juin 1919).....</i>	84
<i>La mise en œuvre du traité dans l'impasse au Togo et au Cameroun (1919-1922) ..</i>	87
<i>M^{gr} Cerretti au secours de l'autonomie des conseils d'administration (juin 1922)....</i>	92
<i>Le débat déplacé sur la personnalité civile des conseils d'administration :</i>	
<i>le décret du 28 février 1926.....</i>	95
Le décret Mandel : une solution libérale	
sur le modèle du Togo et du Cameroun	97
<i>Les missions à la recherche de la personnalité civile</i>	97
<i>La genèse du décret Mandel (1931-1934)</i>	101
<i>Le décret Mandel du 16 janvier 1939 : la personnalité civile</i>	
<i>accordée à toutes les missions.....</i>	103

Chapitre III

Une conception « préséparatiste » des relations entre l'Église et l'État outre-mer

Le soutien fourni par le gouvernement à l'Église outre-mer :	
l'exemple tunisien.....	105
<i>Le financement du culte dans l'espace colonial.....</i>	105
<i>Le centenaire du cardinal Lavigerie (1925) et le congrès eucharistique</i>	
<i>de Carthage (1930) : une collaboration ostentatoire entre l'Église et l'État</i>	109
Les missionnaires et le projet colonial	117
<i>Une « œuvre civilisatrice », mais au nom de quelle « civilisation »?.....</i>	117
<i>La cause française embrassée par les missionnaires</i>	119
Tentatives de contrôle des nominations par le gouvernement :	
l'exemple de l'Afrique du Nord	126
<i>En Tunisie, la place extraordinaire du gouvernement</i>	
<i>dans le choix de l'archevêque.....</i>	126
<i>Les tentatives avortées d'étendre le système tunisien au Maroc.....</i>	129

Chapitre IV

Concurrences nationales sur le terrain missionnaire.....

Le fort ancrage national de l'entreprise missionnaire.....	135
<i>Des missionnaires français dans des frontières françaises.....</i>	135
<i>Un système menacé par les conséquences de la mobilisation des missionnaires.....</i>	139
Français avant d'être prêtre?	
La religion utilisée comme levier politique	141
<i>Des missionnaires accusés de favoritisme national :</i>	
<i>M^{gr} Lemaître et les communautés italophones en Tunisie.....</i>	141

<i>Concurrence nationale entre missionnaires : l'exemple d'Alexandrette en Syrie mandataire</i>	147
 <i>Chapitre V</i>	
Questions conflictuelles entre l'Église et l'État outre-mer	155
L'action des missions limitée par les autorités coloniales	155
<i>Des initiatives pastorales combattues par les autorités : la lutte contre le « prosélytisme » en terres d'islam</i>	155
<i>Des initiatives missionnaires rendues difficiles par la multiplication des normes</i>	162
La question scolaire outre-mer : l'école missionnaire de plus en plus concurrencée	165
<i>Concurrence croissante de l'école laïque</i>	165
<i>Multiplication des exigences suivie avec difficulté par l'école missionnaire</i>	168
<i>Un soutien maintenu à l'école missionnaire : l'exemple ambigu du Togo</i>	171
Évolution du statut des chrétiens « indigènes » : les missions en butte au droit colonial	174
<i>Un engagement controversé en faveur de l'« émancipation » des femmes en Afrique subsaharienne</i>	174
<i>Remise en cause des juridictions « coutumières » et revendication d'un « statut personnel » pour les chrétiens</i>	178
 <i>Chapitre VI</i>	
Entre centralisation romaine et développement des Églises locales	189
La centralisation des structures missionnaires	189
Les délégués apostoliques au service du renouvellement des stratégies missionnaires	195
<i>Une remise en cause des liens entre mission et colonisation</i>	195
<i>Les délégations apostoliques, outils d'une gestion plus centralisée des missions</i>	200
<i>Les réactions méfiantes des missionnaires</i>	203
<i>Au Moyen-Orient, le délégué apostolique Giannini tente de substituer l'action pontificale à la mission protectrice de la France</i>	207
Aspects majeurs de la stratégie missionnaire durant l'entre-deux-guerres : promouvoir un catholicisme local	211
<i>Les catéchistes : une importance réaffirmée, une organisation rationalisée</i>	211
<i>Une école performante : l'effort privilégié des missions</i>	217
<i>La promotion d'une élite catholique : vers la « hiérarchie ecclésiastique », l'exemple indochinois</i>	224

Chapitre VII

Le développement des clergés autochtones	233
Les clergés autochtones après la Première Guerre mondiale : une forte inégalité selon les espaces	233
<i>L'exception indochinoise : un clergé nombreux et dynamique</i>	233
<i>Afrique : l'avance relative des vieilles missions spiritaines (Sénégal, Gabon, Congo)</i>	235
<i>Afrique : dans la plupart des territoires, la constitution d'un clergé local ne commence que durant l'entre-deux-guerres</i>	238
<i>Madagascar : développement rapide du clergé autochtone à partir de 1925</i>	243
<i>Guadeloupe, Martinique et Réunion : la créolisation rapide d'un « clergé colonial » bouleversé par la séparation de l'Église et de l'État</i>	245
<i>La réalité variable des missions confiées aux clergés autochtones</i>	246
Les rapports difficiles entre les clergés autochtones, les missionnaires et les autorités coloniales	249
<i>Le clergé autochtone jugé au prisme des préjugés raciaux : l'exemple de la « mentalité annamite » en Indochine</i>	249
<i>Des situations fortement discriminatoires</i>	252
<i>La question de la « parité » : le combat de Rome contre l'inégalité quotidienne dans le clergé</i>	257
<i>Les prêtres autochtones, un danger pour l'ordre colonial?</i>	261
Les instructions romaines sur le clergé autochtone et leur réception	264
<i>Un clergé formé sur le modèle européen, l'avenir de la mission</i>	264
<i>Des exigences difficilement acceptées</i>	269
 <i>Conclusion</i>	273
<i>Annexes</i>	279
<i>Sources</i>	315
<i>Bibliographie</i>	321
<i>Index des noms propres</i>	339